

Sommes-nous encore des alliés?

PAWEŁ LESKI

La fissuration rampante de l'Alliance de l'Atlantique Nord apparait comme un succès crucial de Vladimir Poutine. 25 ans après la fin de la guerre froide, après s'être naïvement figuré la «fin de l'histoire», au moins en Europe, l'Alliance se délite, tandis que la guerre se rapproche de ses frontières orientales. Sommes-nous encore des alliés? C'est la question que les estoniens, les lettons, les lituaniens ou encore les polonais sont de plus en plus en droit de se poser. Et cette question, c'est au plus puissant des alliés européens qu'il faut la poser – à la France.

La France, en vertu de l'article 5 du Traité, s'est engagée à une défense active en cas d'attaque contre l'un des alliés quel qu'il soit. Mais les nations de l'est de l'Alliance peuvent-elles y croire, alors que leur allié théorique vend des armes à tour de bras à l'agresseur potentiel? Une agression qui est de plus en plus probable. L'exemple de l'Ukraine nous montre que cela ne sera pas une guerre directe.

Par exemple, une soi-disant rébellion de minorités ethniques, qui ne manquent pas dans les pays baltes. Si c'est pour frapper la Pologne, on trouvera aussi des «petits hommes verts» sans identification, forts de leur expérience acquise en Crimée ou au Donbass. Et cette expérience sera aussi celle de la conscience que même si le monde entier sait parfaitement que ce sont des soldats russes professionnels, dans des chars russes, avec des missiles russes dernier cri, il y aura toujours des gens de l'espèce de Hollande ou de Sarkozy pour noyer le poisson en parlant de «séparatistes» ou de «guerre civile». Comme d'habitude, ils continueront à dire qu'il pleut lors de conférences de presse successives, alors que ce sont les russes qui leur crachent à la figure.

La dernière conférence de Minsk et ce qui s'en suit ressemble parfaitement à la conférence de Munich en 1938. Le président Hollande a fait preuve d'une ignorance de l'histoire, hélas assez caractéristique des diplômés des grandes écoles européennes progressistes, ou les présentations Power Point remplacent les connaissances et la réflexion. Il a dit qu'il a «amené la paix». Ce sont exactement les paroles de Chamberlain de retour de la conférence de Munich. Le commentaire de Churchill avait été – «Vous pouviez choisir entre la guerre et le déshonneur; vous avez choisi le déshonneur et vous aurez la guerre». L'honneur d'Hollande? Passons. La seconde partie du commentaire, celle sur la guerre, est probable. L'histoire a montré après Munich à quoi conduit de céder à un fou qui rêve d'empire.

Les polonais sont particulièrement sensibles aux réminiscences historiques relatives aux trahisons de leurs alliés. L'expérience de ces trahisons au XXème siècle a coûté à la Pologne un tiers de sa population et 50 ans d'asservissement. En 1939, les français étaient aussi des alliés. Quant Hitler a attaqué la Pologne, ils ont bombardé l'Allemagne... avec des tracts. Mais au moins, ils ne livraient pas d'armes à Hitler.

Aujourd'hui, les exportations d'armes offensives vont bon train. Ce n'est que grâce à la pression internationale et à l'action de militants français que le plus important de ces contrats – celui des Mistral – a été temporairement suspendu. Mais l'on sait moins que concomitamment, les chantiers navals français construisent des barges de débarquement

pour les russes. Et voici qu'un contrat portant sur un projet de construction de drones sous-marins a été signé avec le Kazakhstan (c'est-à-dire avec accès pour les russes). Les chars d'assaut russes seront bientôt dotés de systèmes ultramodernes achetés en France. Ces systèmes leur donnent un avantage sur les chars de la Pologne ou des pays baltes, dont la destruction est évoquée sans gêne par des hommes politiques russes. Avec du matériel français, et à n'en pas douter avec la passivité des alliés, les récentes déclarations des russes comme quoi «ils atteindront Varsovie en une journée» font froid dans le dos. Je ne vois pas que dans les pays occidentaux, le fait d'armer la Russie suscite des objections particulières de la part des politiques – ne serait-ce que le genre d'objections que l'on avait entendu il y a quelques années, lorsque la Pologne négociait le bouclier antimissile américain – une arme défensive qui ne devrait déranger que qui veut attaquer.

Et pendant ce temps la France – principal fournisseur d'armes qui serviront peut-être, très prochainement, à me tuer moi et des milliers de mes compatriotes, se porte candidate, comme si de rien n'était, au «contrat d'armement du siècle» en Pologne. Il y a 10 milliards d'euros à gagner. Avec la naïveté traditionnelle des polonais, du lobbying habile et à renfort de pots-de-vin, la France peut l'emporter face à son principal concurrent américain, et ce alors qu'elle arme l'agresseur potentiel. Dans cette situation, l'on est en droit de se poser la question – est-ce que les codes sources du matériel vendu à la Pologne seront aussi transmis à Poutine? Pourquoi pas, après tout? Les affaires sont les affaires. Personne ne veut perdre l'occasion de gagner de l'argent... sans parler de «mourir pour Gdansk»...

Traduction: Marcin Rey